L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 2 JUILLET 1880. 53me Année

DUPUOR & LIMET,
Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI, 2 JUILLET 1880.

Entered at the Post office at New Orleans, La. as Second Class Matter.

POUR PRÉSIDENT :
WINFIELD SCOTT HANCOCK,
DE LA PENNSYLVANIE.

POUR VICE-PRÉSIDENT :
WILLIAM H. ENGLISH,
DE L'INDIANA.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR

Par Starr & Co., dans leurs salles d'encan, bot tes, souliers et bridesorins.

Le meeting de ratification.

Le meeting de ratification tenu hier soir, sur la place Lafayette, a été un des plus grands et des plus enthousiastes que nous ayons jamais vus. Il nous a rappelé pleinement celui de Polk et Dallas en 1844, et nous avons remarqué chez les assistants le même caractère de foi politique et la même ardeur qu'à cette époque où brillait avec tant d'éclat la démocratie américaine. Comme alors, tout ce que la Nlle-Orléans compte d'hommes distingués, de bons citoyens et de patriotes, était là, et si tout le monde n'a pu venir, on peut dire du moins hardiment que le cœur de la ville y était, et qu'il battait vivement aux accents qui se faisaient entendre pour honorer le noble candidat de la convention de Cincinnati à la présidence de la république.

Tous les assistants comprenaient, à en juger du moins par les acclamations frénétiques qui retentissaient sur la place à chaque fois que le nom de Hancock revenait dans les périodes oratoires, qu'il s'agissait non-seulement de ratifier le choix de la convention démocratique, mais encore de rendre hommage aux nobles qualités qui distinguent le candidat. On avait connu ici le général Hancock, et on se rappelait qu'il avait été le premier officier fédéral à repousser les formes du gouvernement militaire et à restaurer, autant que cela lui était possible, le régime civil dont les entraves du gouvernement républicain ne nous avaient privés.

On se rappelait que si la Louisiane et la Nlle-Orléans gémissaient depuis sept ans sous des maîtres odieux, quand le président Johnson, bien inspiré, nous envoya le gén. Hancock, comme pour nous dire : je sais ce que vous avez souffert, et je veux vous en dédommager par la présence au milieu de vous d'un homme aussi dévoué aux libertés publiques et aux droits constitutionnels de tous qu'il a été dévoué à l'Union, d'un homme que vous estimerez et que vous aimerez et qui sera votre ami lui-même.

Le souvenir de cette époque était ce qui avait attiré tant de monde à ce meeting de ratification, qui a été plus que cela, qui a été pour le général Hancock une ovation continuelle et dont la durée a été celle du meeting lui-même. Les orateurs ont tous eu beaucoup de succès bien que l'éloquence n'en fût pas la même. Le public comprenait était décidé à tout applaudir, et son enthousiasme éclatait à chaque parole, à chaque geste, à chaque mouvement, de celui qui occupait la tribune de la plateforme. Hancock peut se flatter d'avoir été pour tous les orateurs de ce meeting une source d'inspiration inépuisables. C'est un honneur que bien peu de gens ont eu avant lui.

Quant au parti démocrate, s'il désirait un succès, il peut se flatter de l'avoir eu, et tel qu'il faudrait remonter bien loin en arrière pour en trouver un pareil. Le succès a même été plus grand qu'on ne l'imagine, car nous avons aperçu, ça et là dans la foule, certains transfuges dont la contenance était fort embarrassée. Ces transfuges semblaient jeter sur ce vaste assemblage de patriotes des regards philosophiques, tristes mais calculateurs, et réfléchir sérieusement sur les vicissitudes des partis. Ils devaient prendre chaque sentence démocratique comme une oraison funèbre du parti républicain et chaque applaudissement comme un tocsin annonçant non le danger prochain, mais la destruction finale.

Aujourd'hui, le parti républicain, qui n'aurait jamais eu d'existence sans l'appui des baïonnettes fédérales, est une chose du passé, une chose odieuse, un mythe sombre qui disparaît au grand jour, un horrible cauchemar qui ne pèsera plus sur la poitrine de personne. C'est ce que se disaient sans doute les transfuges que nous avons remarqués et dont le plus grand souci n'est pas de savoir comment ils s'y prendront pour sortir de leur camp, mais de savoir comment ils s'y prendront pour entrer dans un autre et s'y faire bien voir.

Le grand meeting auquel ils assistaient portait jusqu'aux nues le nom par de Hancock; et jetait aux gémonies celui de Garfield, qui n'a pas même la puissance de se sauver son propre parti, loin de l'électrisé comme aurait pu le faire encore Grant ou Blaine, et il était clair pour tous que l'heure de la ruine de ce parti avait sonné. C'est là le caractère particulier du meeting d'hier soir sur la place Lafayette. Il faisait naître l'espoir chez les uns et causait le désespoir chez les autres qui pensaient, en outre, qu'en mainte endroits de Etats-Unis, les mêmes choses se passaient au grand honneur des candidats démocrates et à la grande honte des candidats républicains.

Le meeting s'est terminé par des acclamations si franches, si puissantes et si générales qu'on ne peut s'empêcher de les regarder comme un pronostic certain de succès aux élections de novembre prochain. Cette conclusion a été le refrain de tous les orateurs qui ont parlé, hier soir, sur la place Lafayette, et ce sera aussi le nôtre. Winfield Scott Hancock sera certainement président des Etats-Unis.

Malles en grande quantité à l'Etoile Rouge

—On annonce pour bientôt un centenaire intéressant.

Dans deux mois, le 25 août, la Comédie-Française achèvera sa deux-centième année d'existence.

Ce n'est que c'est en 1680 que, par la réunion de deux troupes : celle des comédiens de l'hôtel de Bourgogne, installés au théâtre du Marais, et la troupe de Molière qui, du Palais-Royal, s'était réfugiée rue Mazarine, fut fondée la Comédie-Française.

Ce bi-centenaire sera célébré d'une façon solennelle, et, à cette occasion, on reprendrait, une à une, toutes les comédies de Molière.

Achetez votre chaussure à bas prix à l'Etoile Rouge.

—Un sergent-vaguemestre se présente à la chambrée :

—Y a-t-il ici quelqu'un qui s'appelle Godebert Chiponiche ?

—Moi, sergent ! s'écrie un soldat.

—Ah ! c'est toi qui s'appelle comme ça ! Milles bombes ! voilà bien deux jours que je passe à déchiffrer ton diable de nom sur cette satanée écriture. Rappelle-toi que ton adresse de la prochaine lettre que tu recevras n'est pas plus lisible, je te flanque pour huit jours à la salle de police,.. toi et ta respectable famille !...

Grande Assemblée démocrate de ratification, sur la Place Lafayette.

L'enthousiasme des beaux jours du parti national et conservateur.

HANCOCK et ENGLISH, acclamés.

Les personnes qui se sont trouvées, hier soir, sur la Place Lafayette, à l'heure fixée pour le meeting démocrate, se chargeront de confirmer ce que les journaux de ce matin diront de la foule qui s'y est portée et de l'enthousiasme qui y a régné.

Les rapporteurs vieillis sous le harnais se sont revus aux beaux jours du parti national conservateur, et leurs souvenirs ne leur ont pas présenté beaucoup de manifestations politiques plus grandioses que l'assemblée à laquelle il leur était donné d'assister.

Les bravos des glorieuses campagnes du passé ne leur ont point semblé plus entraînants que les hourrahs frénétiques qui s'élevaient du sein de la vaste multitude toutes les fois qu'un orateur prononçait les noms de Hancock et d'English.

L'auditoire voyait, évidemment, dans ces deux noms une garantie de triomphe et de délivrance.

L'honorable J. B. EUSTIS, président du comité central exécutif de l'Etat, appelé à présider le meeting à l'ouverture de la brillante assemblée qui était venue ratifier la nomination des candidats démocrates. De grands noms, chers aux Américains, ont été, dit-il, soumis à la Convention, et nous, citoyens qui avaient noblement défendu les droits de la Louisiane, les délégués leur ont préféré un soldat de l'armée fédérale, un brave qui n'a jamais flatté le peuple, et que le peuple a placé au premier rang—Winfield Scott Hancock.

M. Eustis a nommé le général FRED. N. OZDEN, président du meeting. La présence du général sur l'estrade a été suivie d'applaudissements prolongés. Le général a remercié l'auditoire de ses marques de sympathie et l'a félicité de la manière dont s'ouvre la campagne électorale.

Les messieurs dont les noms suivent ont été choisis comme vice-présidents :

Chas Macready,
Col Jos Collins,
H N Badger,
S B Newman,
W M Owen,
T L Airey,
Chas J Leeds,
W T Blakemore,
J L Harris,
S L Boyd,
Jno Chaffe,
Ed Gay,
Col Louis Bush,
Capt J J Gillers,
Col C H Allen,
Gen John McEnery
M Schwartz,
Capt I L Lyons,
Capt John B Woods,
Adam Thomson,
Jno Domingo,
S H Kennedy,
Jos McElroy,
James Jackson,
Geo B Preston,
H B Stevens,
Wm E Lyman,
John T Hardin,
A C Gomila,
J B Levert,
Chas T Howard,
Jules Aldigé,
De J D Bruns,
P Maspero,
H J Rivet,
Paul Fazende,
Nicholas Burks,
E H Jones,
W H Merkel,
G W Nott,
Cpt Kohn,
Joseph Bowing,
Dr D Warren Bickell,
Hugh W Montgomery,
Col Adolph Meyer,
Walter Pugh,
E P Columbus,
G Townsend,
Col Robt Rivers,
Fred Wiltz,
Allain Eustis,
John R Conway,
J R Alcée Gauthreaux,
Col Dan Wilson,
Capt John Fitzpatrick,
Geo Pandely,
Hon P Moulié,
Henry Abraham,
John Geddes,
Capt Jas T O'Brien,
Alex Brewster,
Col F G Zacharie,
Hon Wash Marks,
Henry C Miller,
S W Burbridge,
Henry Gindre,
S G Kreeger,
Jas A Walker,
Col R C Wood,
Major H J Hearsey,
Col Theo Hardy,
T C W Ellis,
I N Stoutemeyer,
Alden McLellan,
Capt Joseph Aiken,
Mose Moore,
Capt Fred A Blanke,
Jesse R Gail,
Capt John H Hanna,
E L Bower,
Col A W Bosworth,
Jules Lavergne,
Harry McGill,
Jean Adolphe,
Paul Capdevielle,
W A Freret,
Edward Gosney,
W P Scott,
Chas Labbe,
Hon J L Lesser,
Geo H Frost,
Randell Hunt,
Jugo H Spencer,
Jugo Ed White,
Richard Milliken,
Léon Godchaux,
John Mayer,
H W Ogden,
B B Formes,
E T Manning,
Walker Fears,
H Gleeny,
Hon Frank McGloin,
Louis St. Martin,
J H Behan,
John C Tully,
Hon J C Egan,
Jos Parker,
T C Herron,
Peter Labouisse,
A Vezian,
W J B Wilkinson,
H B Kratzenstein,
A A Yates,
J Hall,
et Messieurs :

U Marmont,
W H Vanbenthuysen,
R A Harvey,
Wm Agar,
F Booth,
Jno H Laidlaho,
Geo G T Boutevgard,
Albert Baldwin,
Henry Hyde,
Lieut C H C Brown,
Jacob Bors,
Geo Horter,
Wm Hart,
Jos P Richardson,
A M Bagham,
Perry Nugent,
A A Le'ong,
E J Hamilton,
Lafayette Foltzer,
Col Sam'l Boyd,
Jules C Denis,
Jos Astrede
Jules Tayes,
Geo Sweetnick,
August Hoffmann,
Dr T G Richardson,
Henry C Brown,
Gen W J Behan,
Edward Toby,
H V Odden,
Thos Smith,
I N Marks,
Gén John J Glynn,
John Henderson,
M Bloom,
Chas Rhodes,
H Gerdes,
Chas A Whitney,
Jno A Morris,
John B Eadie,
J W Gerlay, Jr,
Hon E B Chevally,
Loyd N Coleman,
Jas I Day,
Jos Boyle,
M F Hipsey,
Hon Alfred Isaacson,
Col Geo W McCranie,
Jas D Houston,
Fred Wiltz,
Col Jas Lingan,
Thos Simms,
Wm B Schmidt,
John Burnside,
T D Miller,
Col W T Vaudry,
John Finney,
Ferdinand Marks,
John Geddes,
Capt Jas T O'Brien,
J Ad Rosier,
S L Boyd,
A Carrière,
Thos Gilmore,
Capt Dick Blanchfl,
John Irwin,
A H May,
D H Byrne,
B F Eshleman,
Sigmund Katz,
Col Theo Handy,
Félix Limet,
Wm Mahle,
E T Locke,
Geo F T Nicholls,
J S West, Jr.,
Mat Lagan,
Wm Pagas,
Charles Heck,
V H Bernard,
Col A W Bosworth,
Hon W H Rogers,
B Morgan Hazrod,
Carleton Hunt,
F L Richardson,
Juge R H Marr,
Edward Gosney,
P E Théard,
Hon A L Tissot,
Hon J L Brent,
Alf Ingraham,
Septime Fortier,
Pierre Lanaux,
J P Sarrazin,
H P Kernochan,
John T Moore,
S Hernsheim,
F R Southmayd,
Horace Carpenter,
H D Pipes,
Col J R Walton,
W H Leichford,
J Q Devereux,
J D Landry,
P E Mortimer,
A Sagory,
Hon W A Strong,
J Hastiager,
Louis Gremilyé,
Jno B Aitkens,
Jas DeBuys,
Col R Barlagd, Jr,
John Phelps,
Geo Parvis,
Wm Hartzell,

Walter P Scott,
W J McNamara,
Chas H Ledig,

comme secrétaires.

L'honorable E. F. JONAS, sénateur de la Louisiane au Congrès, a ensuite pris la parole. Il a exprimé la conviction que ceux qui étaient venus ratifier les nominations, iront en aussi grand nombre aux *polls* pour soutenir les candidats. Ceux qui ont eu le bonheur d'être à la Convention au moment de la désignation de Hancock pourraient seuls décrire la joie et l'enthousiasme des délégués et des assistants; "quant à moi, s'est écrié l'orateur, j'en garderai à jamais le souvenir. La Louisiane a été, de tous les Etats de l'Union, le premier et le seul qui ait choisi Hancock; ses représentants se sont rendus à la Convention de Cincinnati, comme aux Conventions antérieures, avec le nom de Hancock sur leur bannière, et ce n'est qu'en 1880 qu'ils ont réussi à le faire adopter.

M. Jonas n'a pas rencontré de républicain qui n'ait admis la popularité et la force de Hancock devant la nation.

Après avoir rappelé le gouvernement militaire de Hancock en Louisiane, notre sénateur a parlé de ses chances de succès. Il est convaincu que l'Etat de New-York lui donnera une majorité de cinquante mille voix, car Kelly et Tilden ne sont engagés à les lui donner. L'Indiana—l'Etat d'English—promet à son fils une immense majorité.

Il a fallu à la Louisiane douze ans pour faire adopter le candidature de Hancock. Gloire lui soit rendue ! Elle avait pris une grande responsabilité, mais elle pouvait le faire. Le candidat démocrate l'emportera par trente mille voix de majorité.

L'honorable E. JOHN ELLIS a dit que quand Hancock est parti pour West Point, son père lui a mis entre les mains la constitution des Etats-Unis, la déclaration de l'Indépendance américaine et un exemplaire de Blackstone, en lui recommandant de ne pas oublier que les autorités militaires doivent toujours obéir le pas aux autorités civiles, sauf la république ne pourra pas se maintenir, car la domination militaire est invariablement l'avant-coureur des institutions anti-républicaines. Le général Hancock est resté fidèle aux principes que son père—juge éminent de l'époque—lui avait inculqués. Après la nomination, lorsque M. Ellis s'est rendu au quartier-général de l'état de la convention, il a trouvé le général Hasnt Blackstone. "Je l'ai toujours étudié, a-t-il dit, depuis que mon père me l'a donné, et au moment où vous êtes entré, j'en lisais un passage." Hancock a ajouté M. Ellis, est un soldat et un homme d'Etat.

Le président ayant présenté l'honorable ALFRED ROMAN, celui-ci dit que depuis l'œuvre de la convention de Cincinnati, le vote funéraire qui semblait entourer les Etats-Unis s'est tout à coup dissipé comme les ombres de la nuit qui s'effacent devant les premiers rayons du jour naissant. Nous respirons plus librement, nous sentons que nous sommes libres encore une fois, et que la République des républiques de nos pères, presque anéantie par les agents indignes appelés au pouvoir par un parti, dont le mobile a toujours été la haine et dont les tendances ont toujours été anti-républicaines, va sortir purifiée des épreuves auxquelles elle a été soumise, et plus resplendissante que jamais.

Il y a deux mois à peine, l'avenir paraissait sombre et menaçant. On eut dit que le peuple américain, lassé de la liberté, courbait d'avance le front devant le maître qu'il voulait se donner.

Le général Grant, après son voyage quasi royal à travers l'Europe et l'Asie, avait été reçu comme un égal par les souverains du monde, continuait sa marche triomphale aux Etats-Unis. Le Sud même courtisait et adulait celui qu'on était en droit de considérer comme un futur dictateur. La Nouvelle-Orléans même, annonça-t-on avec regret, a suivi l'exemple général. Grant, étourdi, enivré, croyait n'avoir qu'à étendre la main pour toucher au sceptre du troisième terme.

La convention de Chicago s'est assemblée : et où est maintenant le général Grant ?

(Une voix.) "Descendu aux régions infernales."

Son propre parti a reculé devant la responsabilité du troisième terme et de l'empire, non par patriotisme, mais par prudence ; et Garfield, son candidat auquel personne n'avait songé, a été substitué au prétendant impérial.

Ce simple fait est un symptôme de la faiblesse du parti républicain, et annonce sa dissolution. Il prouve au moins, nous tatons le avec joie, qu'il y a encore de la vie dans le peuple américain.

Passant aux candidatures de la convention de Cincinnati, l'Orateur a dit que le nom du général Hancock a été reçu avec enthousiasme au Sud comme au Nord, et comme dans l'Ouest.—Pourquoi ?

C'est parceque Hancock a été un général heureux, et qu'il a arrêté sur le plateau de Gettysburg les troupes confédérées qui marchaient à la victoire ? Non, ce n'est pas pour cette raison, Dieu merci, que le Sud aime et soutient Hancock. C'est parce qu'il lui fit faire qu'il titre de gloire, il le mérite à tous égards. Mais nous, les vaincus, nous les ex-confédérés, et nous sommes les partisans de Hancock, si nous soutenons avec enthousiasme sa candidature, c'est parceque, envoyé au cumulcandement du département de la Louisiane et du Texas, il nous fit voir en soldat et a reconnu que l'autorité civile devait toujours primer l'autorité militaire en temps de paix.

C'est là une garantie que quand il sera Président de cette vaste confédération d'Etats libres et indépendants, il n'aura pas du pouvoir pour empiéter sur nos libertés.

Quand il sera Président nous avons aussi la certitude qu'il saura chasser tous les vendeurs du temple, qui souillent de leur présence les différents départements de l'administration.

Il comprend aussi parfaitement l'essence de nos institutions, et nous donnera un gouvernement dont nous aurons le droit d'être fiers, qui nous rappellera ce qu'il était sous Washington et Jefferson, la république modèle du monde.

Après des discours remarquables de MM. E. A. Burke, T. S. Wilkinson, de la paroisse Plaquemine, et E. H. Marr—discours dont il nous est impossible de donner même un aperçu à cause de l'heure avancée à laquelle nous écrivons ce rapport—le meeting s'est ajourné au milieu de formidables hourrahs pour HANCOCK et ENGLISH.

Ne chaussez vos enfants qu'à l'Etoile Rouge.

Maire et curé.—On a raconté, ces jours derniers, les incidents qui se sont produits à Chigné (Maine-et-Loire), deux dimanches consécutifs, à l'occasion des processions.

A la suite de ces incidents et des procès-verbaux qui en avaient été la conséquence, M. le curé de Chigné était cité, vendredi dernier, devant le juge de paix de Novant, pour l'inexécution de l'arrêté préfectoral affichant arrêté du maire interdisant les processions. Le prévenu ne s'est pas présenté et doit avoir été assigné par ministère d'huissier pour le vendredi 18 juin.

M. le curé de Chigné n'était pas dans l'exercice de ses fonctions quand il a lacéré l'affiche. Il s'en suit que le juge de paix est compétent pour la poursuite et pourra le condamner, s'il y a lieu. (Arrêt de cassation, chambre criminelle, 25 mars 1880).

Trois autres procès-verbaux, qui devront suivre leur cours, ont été dressés encore contre le curé de Chigné ; deux pour infraction à l'arrêté municipal interdisant les processions et un pour avoir participé, le vendredi 4 juin, à une exhumation sans permis.

Pour ces trois contraventions, il conviendra, avant d'exercer toute poursuite, de demander au conseil d'Etat une déclaration d'abus.

M. Bineteau, maire de Chigné, qui avait eu tous ces démêlés avec le curé et qui est poursuivant, vient, de son côté, de recevoir, à la requête de M. l'abbé Jean-Baptiste Humeau, curé de la paroisse de Chigné, assignation à comparaître, le lundi 21 courant, à l'audience et devant le tribunal de police correctionnelle.

L'assignation dit dans ses attendus :

"Que le dimanche 31 mai, au moment où M. le curé de Chigné, portant le Saint-Sacrement, allait sortir processionnellement de l'église de Chigné, mais était encore dans l'église, le sieur Bineteau s'est avancé sur le seuil, la chapeau sur la tête, devant le dais, et là, un pied dans l'église, a levé le gonca en avant et a gratiqué ainsi une poussée tendant à arrêter la marche des porteurs ; que M. le curé, en présence de cet acte et de l'attitude du sieur Bineteau, a cru prudent de faire rentrer la procession ;

"Que cette voie de fait dont M. le curé est fondé à demander la réparation au sieur Bineteau constitue le délit de trouble à l'exercice d'un culte, prévu et réprimé par l'art. 261 du Code pénal ;

"Que, par l'acte susvisé, le sieur Bineteau s'est également rendu coupable du délit d'outrages par gestes fait à un ministre du culte dans l'exercice de ses fonctions, ou à un objet du culte dans les lieux destinés ou servant actuellement à son exercice, délit prévu par l'article 261 du Code pénal et l'article 6 de la loi du 25 mars 1822."

L'assignation conclut "à s'entendre condamner à 1,000 francs de dommages-intérêts, à l'insertion du jugement dans deux journaux du département et à l'affichage à la porte de l'église."

Nous tiendrons nos lecteurs au courant des diverses péripéties de cette lutte.

Black Creeks pour garçons, à l'Etoile Rouge.

—Lord Cleft, dont les journaux de Londres ont annoncé la mort, portait la flamé nationale plus haut qu'on ne saurait le croire.

Il y a quelques années, il vint à Paris, appelé par M. Thiers, désireux de discuter avec lui quelques questions économiques. La discussion dura trois jours. Les contradictions ne purent s'éteindre. Lord Cleft donna trois fois sa parole à M. Thiers, dont il se sépara en lui disant d'un air superbe :

—Vous aurez beau faire, vous autres Français, vous serez toujours des continentaux.

L'économie est une vertu, à l'Etoile Rouge la pratique en est facile.

—M. le duc d'Orléans, pour s'excuser de ne pas tenir ses promesses, disait : "Ces gens-là prennent des paroles d'honnêteté pour des paroles d'honneur.

—On prétend que le pape Benoist XIII disait : "Je crois que mes prédécesseurs étaient infaillibles, mais, pour moi, j'avoue que je ne le suis pas."

—Mme de Longueville disait à M. de M. de L. R... : "Je viens de la confesse, j'y ai été trois quarts d'heure, et j'ai eu le plaisir de ne parler que de vous."

Grand assortiment de pantoufles en tous genres, pour dames et messieurs, à l'Etoile Rouge.

482479

GAZETTE DE LA CHAMBRE.

L'interpellation Cassagnac.

(Suite).

L'orateur aborde ensuite la deuxième partie de son discours. Elle est toute relative à M. Jonbert, préfet du Gers.

On a souvent parlé des préfets du 16 mai et de l'Empire ; mais je crois qu'en fait d'originalité, on n'a pas vu de collection plus curieuse que celle des préfets de la République. Il y a de tout : d'anciens impérialistes, d'anciens orléanistes ; il y a surtout un ancien avoué qui est préfet du Gers. Ce préfet a débuté en suspendant le maire de Lambès, uniquement parce que sa femme avait sollicité des signatures pour une pétition hostile à des lois présentées à la Chambre. Mais, en préfet de fantaisie, il est allé plus loin.

Un candidat qui se présentait aux examens d'entrée dans l'administration des contributions indirectes, se vit refuser la légalisation de ses pièces. J'écrivis au préfet une lettre officielle pour lui demander si le fait était vrai. Le préfet me répondit : "Je vous écris confidentiellement....." [Rires à droite]. Comme je n'admets rien de confidentiel avec les préfets de la République ; je fis sa lettre. Il me dit : "Il est vrai : mais qu'auriez-vous fait vous-même sous l'Empire ? Auriez-vous laissé un jeune homme consentir pour entrer dans des fonctions publiques dont votre devoir aurait été de le faire sortir s'il en avait été pourvu ?" (Exclamations à droite.)

Voix à gauche. Lisez toute la lettre.

Il y a aussi les visites officielles des ministres. M. Tirard a fait une tournée dans le Gers. Le ministre de l'agriculture s'est même fait remarquer par quelques *patauds* bien sentis :

La visite du ministre commence. Ici, se passe un petit incident que je désire vous faire connaître.

Du temps de Louis-Philippe, on raconta qu'un inspecteur général de l'agriculture, visitant avec un gros propriétaire un établissement agricole, aperçoit des seigles très élevés et des blés qui l'étaient moins. "C'est curieux, dit-il, voilà deux espèces de blé. Comment se fait que l'un soit si avancé et l'autre si en retard ?" [Rires.]

Et le grand propriétaire répond : C'est que l'un a un an, et l'autre deux ans."

Eh bien ! il est arrivé à M. Tirard un accident du même genre. Parcourant les vitrines, il aurait aperçu quelque chose qu'il ne connaît pas. On lui dit : "C'est du maïs."

"Et à quoi cela sert-il ?" demande le ministre (Rires à droite.) On le lui explique. Cet incident provoque une chose : l'ouverture qu'il y a, à Auch, d'un concours agricole un bijoutier, mais de talent.

On rit. M. Tirard, sans au premier rang, devient blême. Cet excellent homme n'aime pas qu'on le plaisante.

M. de Cassagnac termine bientôt son discours et obtient encore la place au milieu des applaudissements répétés de toute la droite. M. Constans monte à la tribune et prononce son troisième discours. C'est du sous-Lepère. Le ministre de l'intérieur, patagonant dans des phrases incompréhensibles, n'a pas dit un mot à la défense de son préfet du Gers. Ce préfet a débuté en suspendant le maire de Lambès, uniquement parce que sa femme avait sollicité des signatures pour une pétition hostile à des lois présentées à la Chambre. Mais, en préfet de fantaisie, il est allé plus loin.

Voix à droite.—Vous ne l'avez pas lu.

M. Paul de Cassagnac.—Oh ! je le connais, il m'a déjà été appliqué !

M. le président.—Le paragraphe 5 de l'article 124 prononce la censure avec exclusion temporaire, contre tout député qui s'est rendu coupable d'outrages envers le Gouvernement. (Bruit prolongé à droite).

M. Paul de Cassagnac.—Depuis que j'ai l'honneur d'être dans cette Chambre et de siéger sur les bancs de la droite, il m'est arrivé, vous le savez, de parcourir successivement et par voie hiérarchique, tous les degrés du règlement ; j'ai été exclu, censuré, rappelé à l'ordre...

Un membre à droite.—Et invalidé.

M. Paul de Cassagnac.—Et invalidé, il faut ajouter cela.

M. le président.—L'invalidation ne fait pas partie des peines disciplinaires de la Chambre...

M. Paul de Cassagnac, avec une certaine ironie.—Eh bien, je crois que, dans ces différentes circonstances, j'ai assez bravé le pouvoir disciplinaire dont on parle, pour avoir aujourd'hui le droit et le devoir—surtout après la bienveillance que la Chambre m'a témoignée—de m'incliner devant la décision qui me frappe.

Mais, je le répète, je crois qu'il m'est arrivé de donner assez de preuves de mon courage pour ne pas craindre de paraître diminué en m'inclinant devant la discipline. (Approbation.)

Je reconnais que ma parole a été plus loin que ma pensée.

Quoi qu'en pensent mes adversaires et mes amis, je proclame que, si j'avais maintenu la parole qui m'est échappée, M. le président aurait bien fait d'user de son pouvoir disciplinaire (Très bien ! très bien ! à droite.)

M. le président, prenant un air paternel et indulgent, tout en restant majestueux. M. Granier de Cassagnac demande à la Chambre que les paroles qu'il a prononcées soient considérées comme non avenues, parce qu'il les a prononcées sans les avoir pesées, qu'il les retire et qu'il les regrette. Cette déclaration l'honore et je n'insiste pas pour l'application de la peine. (Très bien ! très bien !)

Mais, je rappelle pour l'exemple, à M. de Cassagnac et à ses amis qu'il n'est pas possible cependant d'user d'une telle licence dans les débats parlementaires soit contre le gouvernement, soit contre les membres de cette Chambre, des insinuations violentes qui commandent l'intervention de mesures disciplinaires, pour ne arriver, j'espère, à rien de plus grave. Je retire immédiatement. (Très bien ! très bien !)

Pour aujourd'hui, je reconnais que les explications doivent être accueillies, et je déclare l'incident clos. (Très bien ! très bien !)

L'incident est clos. M. Paul de Cassagnac termine publiquement son discours et dépose l'ordre du jour suivant ;

"La Chambre des députés, renouvelant les blâmes énergiques et répétés qu'elle a émis contre l'Empire, contre le 16 Mai, et contre tous les gouvernements qui ont pratiqué la candidature officielle, invite M. le ministre de l'intérieur à s'assurer que les fonctionnaires de la République française ne s'exposent pas à violer la neutralité en matière d'élections." (Rires à gauche).

La majorité repousse l'ordre du jour pur et simple, qui est adopté.

Le duc de Feltre a ensuite la parole pour s'expliquer sur son rappel à l'ordre. Il demande à M. Gambetta quel est son crime. M. Gambetta lui répond qu'il a outragé la Chambre.

M. le président.—Vous avez dit qu'on avait escamoté le pouvoir.

M. le duc de Feltre—Non ! (Bruit à gauche).

M. le président.—Je vous ferai remarquer que j'ai entendu ces paroles. Si vous avez quelques explications à donner, je suis prêt et la Chambre est prête à les écouter.

M. le duc de Feltre.—Ce que j'ai dit, c'est que vous vouliez escamoter le pouvoir. [Rires à gauche.] Quand un homme a manqué à toutes ses promesses, il a un but, et votre but, apparemment, était d'escamoter la République. [Rires.]

M. le Président.—Je croyais que M. le duc de Feltre avait proféré un outrage contre le gouvernement de la République. Il paraît qu'il ne veut pas désavouer ce mot personne. Ce n'est rien. [Applaudissements répétés.]

Quand à M. de Maillé, qui a également la parole pour s'expliquer, M. Gambetta est plus sévère. Le mot "odieux" lui a été au cœur et il tient à s'en venger.

A la fin de la séance, M. Longlé qui devait interpeller le gouvernement sur l'amnistie, a demandé la remise à huitaine, "en raison, a-t-il ajouté, de certains événements qui se sont passés depuis un mois."

Le confortable et l'élégance sont réunis dans les chaussures de l'Etoile Rouge.

La commission supérieure du Transaharien s'est réunie hier matin au ministère des travaux publics pour la première fois cette année, afin d'entendre les explorateurs qui sont de retour des missions qui leur avaient été confiées.

M. Varroy, qui présidait, a ouvert la séance en rappelant les résolutions prises l'année dernière par la commission. Les ingénieurs des ponts et chaussées d'Algérie avaient été chargés de pousser jusqu'aux limites du Tell les études des lignes qui pourraient servir de tête à celle du Transaharien. Quatre expéditions avaient été organisées dans le Sahara, sous la direction de MM. Gouvane, Choisy, Flotard et Soleillet. Ces trois derniers étaient présents et ont été entendus l'un après l'autre.

M. Varroy a constaté que les crédits ouverts par la Chambre ont été dépassés de 20,000 francs. Il se propose de leur demander un nouveau crédit de 500,000 francs. Sur l'observation que MM. Soleillet et Flatters avaient besoin de repartir promptement pour profiter de la saison favorable le ministre a prié la commission de presser ses travaux afin de le mettre en état de faire ses propositions au Parlement aussitôt que possible. Il a été décidé que les sous-commissions préparatoires auront ces propositions avant mercredi prochain, jour où la commission se réunira de nouveau pour les approuver.

MM. Choisy et Soleillet ont insisté pour que la construction du chemin de fer soit précédée par celle du télégraphe qui nous mettrait en communication avec les populations indigènes et les habituerait à notre civilisation. Cette idée a été vivement appuyée par M. de Lesseps.

Timoléon vient d'être père et sa joie ne connaît pas de bornes.

Une heure à peine après que l'heureux événement s'est accompli, le concierge frappe à la porte de l'appartement.

—Monsieur, dit-il, c'est une lettre que la facteur vient d'apporter....

—Pour qui ?

—Mais.... pour vous.... pour M. Timoléon.

—Lequel ? le père ou le fils ?

Ce qui n'arrive jamais c'est de payer trop pour se chausser—quand on achète à l'Etoile Rouge.

A Louer.

LA BELLE BÂTISSE rue Royale No 13 et 15, actuellement occupée par le Restaurant Compagnolitain, possession 1er octobre 1880.

S'adresser chez J. B. SOLARI & SONS.
1er juil—1mois—PP Coin Royale et Douane.

Dr. HENRI SAUVÉ,
Autrefois de la Nlle-Orléans,
Maintenant domicilié aux Hot Springs des Arkansas.
30 juin—3 mois.

Décédé à Paris, le 29 juin 1880, D. F. EDMOND BURTHE, l'âge de 33 ans.

Décédés, hier soir, à sept heures, à l'âge de 77 ans, Mme veuve JUHN COGAN, née dans le comté de Meade, Irlande. Les amis et connaissances de la famille et ceux de ses deux gendres, Prosper Fandeuna et Alix Rénoe, sont priés, sans autre invitation, d'assister à ses funérail les qui auront lieu, AUJOURD'HUI, à cinq heures de l'après midi. Le convoi partira de sa dernière résidence, rue Nouveau Mexique, au-dessus des Abattoirs.

Décédé hier, à 9 heures du matin, à l'âge de 8 ans et 9 mois, PAUL LARRIEU, fils de Edouard Larrieu et d'Alexandrine Libert. Les amis et connaissances, ainsi que les membres de la Société des Fils de la Louisiane et de l'Union Française, sont respectueusement invités à assister aux funérailles qui auront lieu ce après-midi, à 5 heures. Le convoi partira de la résidence de ses parents, rue St. Philippe, coin Bourgogne.

Sociedad Union Española de Beneficencia Mutua.—Los señores y miembros de esta sociedad se reunirán en Asamblea General Ordinaria, el LUNES 5 del corriente a las 8 1/2 de la tarde, en el local de costumbre para examinar los trabajos de los tres meses anteriores y proceder á la eleccion de Presidente.

Deseando la mayor asistencia y puntualidad

Por orden del Sr. Presidente,
A. ALVAREZ GALAN, Secretario.
1 juil—3f.

Francs-Tireurs d'Orléans, 1ère compagnie.—Les officiers et membres de cette compagnie sont notifiés qu'une assemblée générale aura lieu à la salle Peydras, MERCREDI 7 juillet à 7 heures du soir, pour élection générale.

Les membres honoraires sont respectueusement invités à y assister.

ARMAND SELLE,
Capitaine.
G. PÉRÈS, Sergent major. 2 juil—5f

Demande.

ON désire une BONNE, une femme de chambre recommandée. S'adresser rue Chartres, coin sud-est
2 juillet—3 fois

Cimetière St. Louis No 2.

AVIS AU PUBLIC.

EN vertu d'un ordre du Bureau de santé en date du 28 courant, adressé au soussigné, il lui sera plus permis d'inhumer dans les voûtes faisant face à la rue de la Douane, à moins qu'au préalable ces dites voûtes n'aient été closes et réparées à la satisfaction de l'inspecteur nommé par le dit Bureau.

Nouvelle-Orléans, 30 juin 1880.
OCTAVE BLACHE,
30 juin—3f Gardien.

AVIS.

MM. WALTER R. STAUFFER et CHARLES F. W. DANKER ont été au jourd'hui admis comme associés dans notre maison de commerce.

STAUFFER MACREADY & CO.
Nouvelle-Orléans, 1er juillet 1880.
1 juillet—15f

Huile d'Olive.

(GARANTIE PURE.)

100 caisses de 12 Burt & Co. Bts Huile d'Olive, J. L.
10 caisses de 12 J. L. Durat & Co. Bts Huile Mageanne d'Huile d'Olive. Cette Huile est reconnue par les connaisseurs comme étant pure et de première qualité.

Champagne Roederer.

50 caisses de 12 Bts Champagne L. Roederer.
80 " 24 " " "
25 paniers de 50 " " "
25 " 50 " " "
100 caisses Vermouth, M Bois & Co.
100 " 50 Sidra Real Wish.
500 " Marsala et Vermouth d'Italie.
100 " Pâte d'anne assortie d'Italie.
15 barriques de 5 gallons Olives Verdalles.
10 " Piquantes Anchois nouveau.
20 " Sardines Riviera.
500 douz Goûter et Pâte de fromage en boîtes de toutes grandeurs.

En déchargement et à vendre par
J. B. SOLARI & SONS,
1er juil—2f Coin Royale et D